



PARLEMENT JURASSIEN

# «Des Jurassiens en colère» face au plan d'économies

**Un demi-millier de personnes environ ont manifesté hier devant le Parlement jurassien pour contester le plan d'économies cantonal. Un accueil froid réservé aux députés, qui ne se prononceront pourtant que dans un mois sur ce paquet.**

Les trombes d'eau, le froid et surtout la longue attente n'ont pas douché les motivations des manifestants hier en début de soirée devant l'Hôtel du Parlement. Alors que la séance du législatif cantonal s'éternisait, ces quelque 500 personnes armées de parapluie ont dû patienter plus d'une heure pour enfin délivrer leurs messages aux membres du Parlement jurassien, dont la Commission de gestion et des finances est en train d'empoigner le fameux plan Équilibre. Pour rappel, celui-ci – élaboré par le Gouvernement jurassien – vise à ramener les finances publiques du canton du Jura à l'équilibre d'ici 2026, avec à la clé de multiples mesures d'économie pour un montant total de 34 millions de francs. Des économies qui touchent de nombreux secteurs.

## «Juradin»

Cinq cents personnes qui manifestent devant l'Hôtel du Parlement, ce n'est pas courant... Les députés ont d'ailleurs déjà pu se faire une idée de ce qui les attendait à la fin de leur séance, les sifflets et autres coups de klaxons étant audibles jusque dans la salle des débats!

Et lorsqu'ils ont franchi la porte du bâtiment, les sifflets ont redoublé, avec même des huées. «Jurassiens en colère», reprenaient les manifestants, directement motivés par certaines personnes actives dans les soins. Les pancartes étaient également de sortie. «Jura-



Il y avait bien du monde hier soir devant l'Hôtel du Parlement et jusque dans la rue de l'Hôpital à Delémont.

PHOTO YANN BÉGUELIN

din», «Économies à court terme, problèmes à long terme», «Valorisez nos métiers! Non à un retour en arrière», avaient par exemple écrit certains manifestants.

Dans cette bruyante foule réunissant notamment des employés de la fonction publique, des enseignants ou encore des travailleurs au sein des institutions para-étatiques, les députés ont soit cherché à se frayer un chemin pour quitter les lieux, soit se sont mêlés aux manifestants. «Ils nous sifflent, mais c'est un peu louper sa cible», confiait un élu PDC. Rien n'est fait en effet dans ce dossier, puisque le Parlement ne se prononcera que mi-décembre sur le projet élaboré par le Gouvernement.

## Une pétition avec plus de 3700 signatures

La manière dont le Gouvernement a procédé est justement ce qui fâche. Le collectif, à l'origine de cette manifestation et qui regroupe entre autres la Fédération interjuras-



**Nous nous sentons sous pression.»**

sienne de coopération et de développement, l'Association jurassienne pour l'action sociale et la Coordination des syndicats, conteste le fait que, selon lui, le Gouvernement n'ait pas véritablement procédé à une large concertation pour construire ce vaste plan d'économies. Ils l'ont fait savoir dans une pétition, remise hier à la présidence du Parlement et qui a réuni 3768 signatures. Une pétition qui demande ni plus, ni moins que le report de ce projet.

«On veut se mettre autour de la table», soulignait Rémy Meury. Le président de la Coordination des syndicats était ravi que cette mobilisation ait réuni autant de monde. Selon différents échos, il n'est par ailleurs pas impossi-

ble que d'autres actions de protestations soient menées ces prochains jours.

Dans la foule, les manifestants avaient en tout cas déjà de multiples remontrances à faire passer. «Je suis là en lien avec toutes ces économies, mais aussi parce que je suis en désaccord avec la création des postes de secrétaires généraux pour les ministres», relevait un enseignant. «Nous sommes contre ces mesures anti-sociales. Nous sommes directement concernées et nous nous sentons sous pression. Quelle sera la prochaine étape? Supprimer nos postes de travail?» s'interrogeaient quatre Jurassiennes.

## Frein à l'endettement

Certaines mesures touchent directement ces personnes, comme l'introduction d'une semaine non payée au sein de la fonction publique. Mais ce ne sont pas les seules inquiétudes. «Je suis là pour défendre les prestations d'Addiction Jura, puisque le centre Clos-

Henri – qui permet d'accueillir des personnes confrontées à des problèmes de dépendance – est menacé de fermeture. Mais aussi à titre privé, car je suis très en souci avec toutes les autres prestations qui pourraient être revues à la baisse, car concernées par les mesures d'économie», confiait une manifestante.

Les arguments ont donc été transmis dans une ambiance assez glaciale aux députés, lesquels travailleront encore un mois sur ce plan Équilibre. Quant au Gouvernement, son vice-président Jacques Gerber ne s'est pas étendu hier soir sur cette mobilisation. Le ministre a relevé que le Gouvernement était toujours ouvert à la discussion mais a aussi estimé que celui-ci a pris ses responsabilités. Le Gouvernement répète d'ailleurs à l'envi que la situation financière de l'État jurassien est très délicate et qu'il a l'obligation de présenter des budgets qui respectent le frein à l'endettement.

BENJAMIN FLEURY

# Delémont se mobilise contre le plan d'austérité du gouvernement jurassien

Le mouvement de contestation contre le plan d'austérité du gouvernement jurassien s'amplifie. Une pétition munie de 3768 signatures demandant à l'exécutif de revoir sa copie a été remise mercredi soir à la présidente du Parlement en présence de plusieurs centaines de manifestants.



Un collectif formé de la coordination des syndicats de la fonction publique, de la Fédération interjurassienne de coopération et de développement et de l'Association jurassienne pour l'action sociale demande le report du "Plan équilibre 22-26". Ce projet regroupe 85 mesures pour réaliser des économies de 34 millions de francs.

Ces mesures touchent tous les secteurs comme la santé, le social ou l'aide au développement. Les signataires demandent l'abandon dans sa globalité du plan d'économies et souhaitent l'ouverture d'un nouveau processus qu'ils veulent plus démocratique et participatif pour déboucher sur un nouveau plan financier.

## Appel à la solidarité

Les opposants au plan d'austérité estiment que les mesures touchent prioritairement des domaines sensibles. "La solidarité, qu'elle soit cantonale ou internationale, est un principe maintes fois répété dans la Constitution jurassienne. Il est nié, voire désavoué, dans ce programme déséquilibré", peut-on lire dans un tract remis aux députés à l'issue de la séance du Parlement.

L'introduction d'une semaine supplémentaire de congé non payé au sein de l'Etat qui se traduit par une baisse salariale, la réduction des charges en matière d'intégration des personnes migrantes ou la suppression des subsides en faveur des jeunes pour certaines formations font partie de ce paquet de mesures.

## Position du Gouvernement

Dans une tribune publiée récemment dans le Quotidien jurassien, le Gouvernement dit entendre les réactions suscitées par son plan d'économies. Même s'il le juge indispensable, il ajoute que ce n'est pas de gaité de coeur qu'il a déposé ce projet sur la table du Parlement, insistant sur la nécessité d'assainir les finances.

## [Ecouter le sujet de RTS INFO](#)

RTS INFO - La Matinale – 24 novembre 2022

# Une pétition et une manifestation contre le «Plan équilibre 22-26»

Le texte qui demande le report du plan d'économies a recueilli plus de 3'700 signatures et a été déposé mercredi en présence d'environ 500 manifestants devant l'Hôtel du Parlement.



Des voix s'élèvent contre le « Plan équilibre 22-26 » du Gouvernement jurassien. Une pétition avec 3'768 signatures a été remise à la présidente du Parlement Brigitte Favre mercredi en fin d'après-midi. Quelque 500 manifestants sont venus attendre, sous la pluie, les députés à l'issue de la séance du législatif à Delémont. Le texte demande le report du plan dans le but d'ouvrir un processus participatif et démocratique pour l'établissement d'un plan financier qui tienne compte de « la fragilisation financière de milliers de Jurassiennes et Jurassiens, essentiellement en raison d'événements non maîtrisables dans notre canton », selon un tract distribué aux élus. Le document prévoit notamment des coupes financières dans plusieurs domaines ainsi que la mise en place d'une semaine de congé supplémentaire non payée pour les fonctionnaires. Il concerne aussi les institutions paraétatiques.

L'action ainsi que la pétition ont été lancées par diverses organisations - dont les syndicats – qui critiquent la manière dont le document a été élaboré, soit sans consultation des institutions sociales, des syndicats, des associations ou de la société civile dans son ensemble. Il relève que « l'impact de ces mesures est brutal et touche prioritairement des domaines sensibles, comme la santé, le social, la formation, l'aide au développement, l'agriculture et d'autres partenaires de branches ».

## Reportage devant l'Hôtel du Parlement - [Ecouter le son](#)

La pétition a donc recueilli un beau succès et les manifestants étaient nombreux mercredi en fin d'après-midi devant l'Hôtel du Parlement, ce qui réjouit Laurent Crevoisier. Le responsable du syndicat Syna Jura affirme que la mobilisation représente « un message fort » en direction du Gouvernement et du Parlement. Laurent Crevoisier estime que les autorités ne peuvent pas l'ignorer et n'exclut pas la mise en place d'autres actions. « Nous réfléchirons par la suite, si nécessaire », précise le responsable syndical de Syna Jura.

**Laurent Crevoisier: «On est pleinement satisfait avec le nombre de signatures et encore plus avec la mobilisation d'aujourd'hui» - [Ecouter le son](#)**

Le Parlement jurassien se prononcera le 14 décembre prochain sur le « Plan équilibre 22-26 » ainsi que sur le budget 2023 de l'Etat. /comm-emu-fco

## Les associations manifestent contre le Plan équilibre

Ils font partie des victimes des coupes budgétaires voulues par le Gouvernement jurassien, tout comme les enseignants et les membres des administrations communales. Les associations et organisations non gouvernementales ont manifesté, cette fin d'après-midi devant le Parlement, pour tenter de convaincre les élus de refuser le Plan équilibre 22-26, qui vise à permettre un retour à l'équilibre des finances cantonales au plus tard à la fin de la législature. Le texte sera voté lors de la prochaine session, le 14 décembre prochain.



[Voir le reportage de Canal Alpha](#)